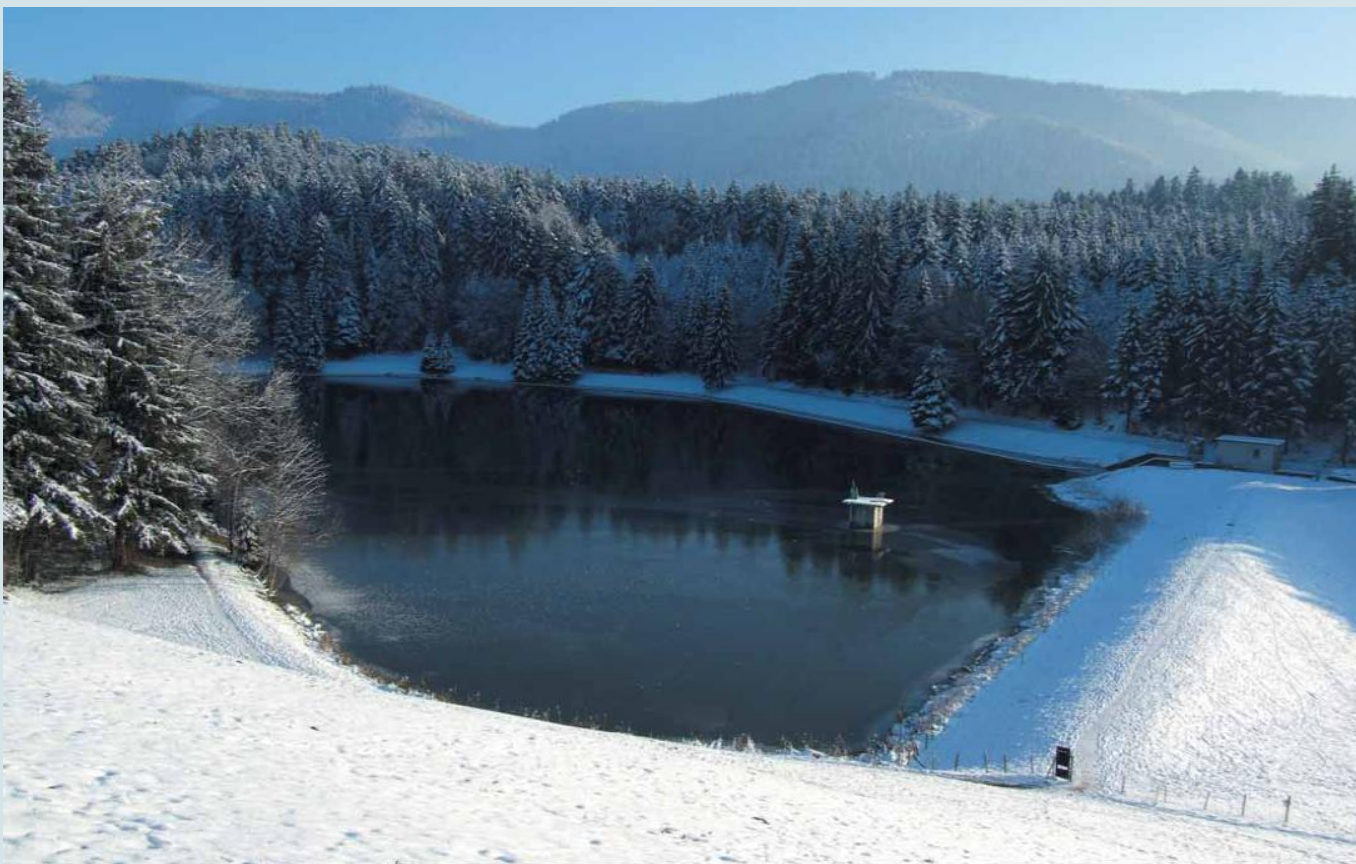




Surveillance étatique et mise en œuvre

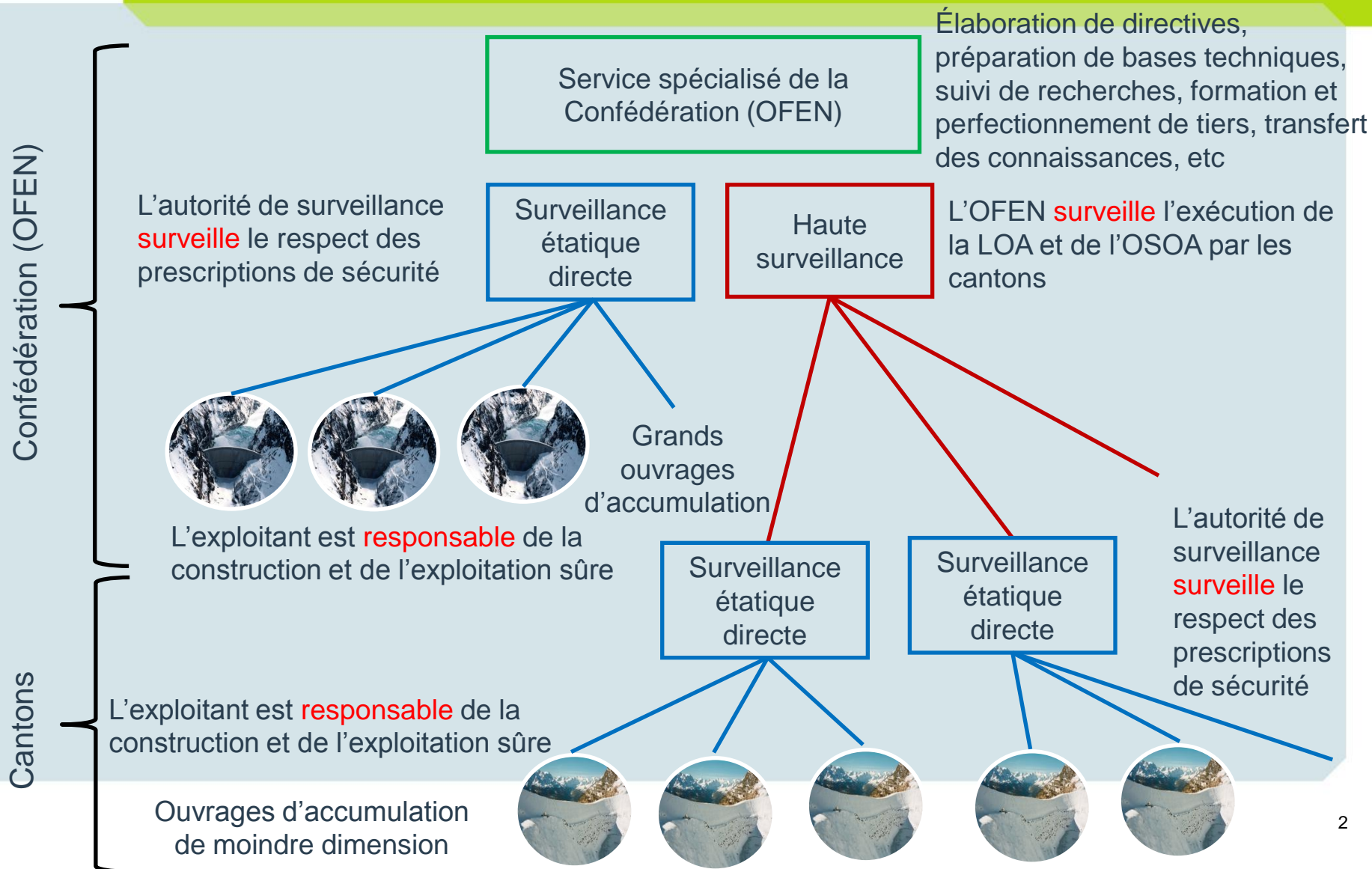
Georges Darbre, Chargé de la sécurité des barrages

Responsable de la section Barrages





La surveillance étatique dans son ensemble





De l'autorité de surveillance du canton

- Les ouvrages d'accumulation qui présentent probablement un risque potentiel particulier.
- Les données principales des ouvrages d'accumulation placés sous sa surveillance directe.
- Un rapport annuel sur ses activités de surveillance (avant le 31 mars de l'année suivante).
- Tout événement extraordinaire susceptible d'influencer la sécurité des ouvrages d'accumulation placés sous sa surveillance.



Des organes de protection de la population du canton

- Les plans d'évacuation et leurs mises à jour.

De l'autorité cantonale d'approbation des plans (procédure pour un **grand** ouvrage)

- Requête d'évaluation de la sécurité technique.
- Demande de prise de position avant d'autoriser la construction ou la modification d'une construction ou d'une installation susceptible de porter atteinte à la sécurité d'un (grand) ouvrage d'accumulation existant.



À l'autorité de surveillance du canton:

- Les décisions d'assujettissement d'ouvrages de moindre dimension aux dispositions de la LOA ou d'exclusion d'ouvrages d'accumulation du champ d'application de la LOA.
- La liste des ouvrages d'accumulation soumis à la surveillance directe de l'OFEN.

Aux organes de protection de la population du canton (pour les **grands** ouvrages)

- Les cartes d'inondation et les dossiers d'engagement.
- Les ouvrages d'accumulation de moins de 2 mio m³ de retenue devant être munis d'un dispositif d'alarme-eau (grand danger).



À l'Autorité cantonale d'approbation des plans (pour les **grands** ouvrages)

- Les approbations des plans, lorsqu'aucune approbation n'est nécessaire en vertu d'une autre loi.
- Les procès-verbaux de réception (à l'issue des travaux de construction).
- Les autorisations de mise en service.
- Les autres dispositions édictées aux fins de garantir la sécurité de grands ouvrages.



- Nouveautés pour les autorités de surveillance:
 - Rapport annuel sur son activité de surveillance destiné à l'OFEN;
 - Annonce des ouvrages d'accumulation qui ne répondent pas aux conditions géométriques de soumission mais qui présentent probablement un risque potentiel particulier;
 - Obligation d'exécuter régulièrement des inspections (au moins une fois par période de 5 ans).
- Effets sur les ressources des autorités de surveillance:
 - Environ 30 ouvrages d'accumulation sont nouvellement placés sous la surveillance directe des cantons de fait de l'abrogation d'une disposition transitoire (ouvrages de moindre dimension qui étaient restés sous la surveillance directe de la Confédération);
 - Prise en charge de la surveillance directe des ouvrages de moindre dimension (les effets sont fonction de l'état des travaux de mise en œuvre effectués jusqu'à présent sur la base de l'OSOA 1998).



- Nouveautés pour les organes de protection de la population:
 - Établissement des plans d'évacuation (obligation).
- Effets sur les ressources des organes de protection de la population :
 - Établissement des plans d'évacuation (les effets sont fonction des travaux déjà effectués).



Mise en œuvre par les autorités de surveillance des cantons: Attentes de l'OFEN

1/3

- 2013: Adaptation des procédures internes de la surveillance étatique à la nouvelle législation:
 - Jusqu'à avril 2013: Confirmation / Désignation de l'autorité de surveillance et de l'autorité d'approbation des plans (cantons);
 - Jusqu'à juin 2013: Actualisation de l'inventaire des ouvrages d'accumulation (ouvrages d'accumulation qui répondent aux critères géométriques ainsi que les autres ouvrages d'accumulation assujettis) et remise à l'OFEN;
 - Jusqu'à fin 2013: Identification des besoins de vérifications de sécurité structurale spécifiques aux ouvrages (y compris aspects séismes et crues).



Mise en œuvre par les autorités de surveillance des cantons: Attentes de l'OFEN

2/3

- 2014: Introduction correspondante de la surveillance étatique:
 - 31 mars 2014: Premier rapport annuel sur les activités de surveillance à l'intention de l'OFEN;
 - Jusqu'en avril 2014: Mise en priorité des études de sécurité structurale nécessaires, exiger leurs exécutions;
 - Jusqu'en avril 2014: Exiger les règlements de surveillance et les règlements de manœuvre des vannes (ensuite: vérification et approbation);
 - Jusqu'en avril 2014: Exiger les cartes d'inondation (ensuite: remise aux organes de protection de la population);
 - Jusqu'à fin 2014: Reprise de la surveillance étatique des ouvrages de moindre dimension qui sont pour l'instant toujours surveillés par l'OFEN.



Mise en œuvre par les autorités de surveillance des cantons: Attentes de l'OFEN

3/3

- Dès 2015: Surveillance étatique régulière, notamment:
 - Réception et vérification des rapports annuels des exploitants;
 - Propres inspections;
 - Annonce à l'OFEN des ouvrages d'accumulation qui présentent probablement un risque potentiel particulier (et qui ne sont pas soumis aux dispositions de la LOA);
 - Rapport annuel sur les activités de surveillance à l'intention de l'OFEN;
 - Prise en compte des modifications de l'état de la science et de la technique dans l'exercice des tâches de surveillance étatique, en particulier du développement des directives.
- 2016: Intégration des autres aspects de la planification pour les cas d'urgence dans l'activité de surveillance étatique:
 - Exiger les règlements en cas d'urgence.



Indication sur l'organisation des autorités de surveillance des cantons

- Les autorités de surveillance peuvent faire appel à des tiers pour remplir des tâches qui leur sont dévolues :
 - L'autorité de surveillance reste cependant responsable de l'exécution des tâches de surveillance étatique des ouvrages d'accumulation de moindre dimension conforme à la législation (tâches régaliennes).
- Les cantons peuvent se grouper pour exécuter les tâches de surveillance étatique :
 - les autorités de surveillance des cantons restent cependant individuellement responsables de l'exécution des tâches de surveillance étatique des ouvrages d'accumulation de moindre dimension conforme à la législation (tâches régaliennes).